

place, en ferait autant. Mais il espérait au fond que la présence de l'archiduc au Mexique aiderait à y résoudre les problèmes et lui permettrait de retirer bientôt les troupes françaises et de sortir de cet embarras. Voilà aussi pourquoi il fut très inquiet lorsque le bruit circula que l'archiduc n'accepterait pas.

Dans ses efforts pour faire faire à l'archiduc une démarche irrévocable, Gutierrez alla jusqu'à lui conseiller qu'il devait seulement se rendre au Mexique, qu'arrivé là-bas il pourrait toujours dire qu'il ne pouvait pas accepter car le vote du pays avait fait défaut (1). Avec raison, De Pont écrivit en marge de cette lettre la remarque que l'archiduc, en ce cas, jouerait là-bas un beau rôle.

Les craintes, éprouvées partout, que l'archiduc pourrait faire faux bond au dernier moment, étaient vaines. Il était sûr d'accepter. « Si l'empire, écrivit-il d'une manière prophétique, se réalise dans les limites des conditions énoncées dans mon discours du 3 octobre, je n'aurai que trop souvent l'occasion de prouver à ma patrie d'adoption que je sais, là où il le faut, payer de ma personne. Je n'ai pas hésité quand il s'agissait de regarder en face le danger et je n'hésiterai pas quand le devoir m'appellera. Mais on ne peut pourtant pas exiger de moi que je me laisse entraîner dans des aventures ou que je me donne comme le chef d'un parti. Et si je faisais cela, je doute fort que les affaires du Mexique s'en portassent mieux. »

La lettre était très bien appropriée à la situation mais malheureusement l'archiduc ne s'en tint pas à ces paroles si justes. Elles n'étaient que la suite de la manière d'agir, par trop impudente, des Mexicains de Paris. Et un moment l'archiduc, en général si aveugle pour les défauts des Mexicains, sentait en son cœur des doutes sur leur véracité.

A ce temps-là, sir Charles Wyke était arrivé à Paris et avait, évidemment d'après l'ordre inofficiel de son gouvernement, obtenu une audience auprès de Napoléon. Il le pria d'abord de pouvoir s'exprimer tout à fait franchement sur les affaires du Mexique (2). Et tout de suite, il fit remarquer que l'intervention

(1) Gutierrez à De Pont, 1<sup>er</sup> décembre 1863. Vienne, Archives de l'État.

(2) Le compte-rendu de cette audience est fait d'après une lettre de sir Charles Wyke à Herzfeld, de Londres le 27 novembre 1863, et d'après

avait été très mal dirigée et que, par conséquent, tout le pays était maintenant opposé au parti clérical. Napoléon répliqua qu'on avait commis bien des fautes, mais qu'il ne voulait pas fonder des colonies mais simplement faire triompher le droit. Il demanda à l'Anglais si on accepterait volontiers l'archiduc. Wyke répondit franchement : « Dans les circonstances actuelles, non, à cause des relations de l'archiduc avec le parti clérical et le régime ridicule de la régence. Ceci est mon avis personnel. » Napoléon dit alors qu'il avait rappelé Forey et Saligny et qu'il espérait que Bazaine et Montholon feraient mieux. Il avoua avoir été trompé sur les sentiments du pays, mais qu'il était encore toujours convaincu qu'il y avait un parti monarchiste très fort. Mais, dégoûtés par les procédés maladroits des principaux organes de l'expédition et menacés dans leurs biens, les autres de ce parti étaient, les uns devenus infidèles, les autres, intimidés, se tenaient éloignés du mouvement monarchiste.

« Je comprends, s'écria Napoléon, que je me suis mis dans de mauvais draps, mais il faut liquider l'affaire. » L'empereur espérait que l'arrivée de l'archiduc donnerait à toute la chose une bonne tournure, qu'il pourrait retirer ses troupes et serait en état de décharger le drapeau français en ne laissant là-bas qu'un petit noyau auquel les troupes monarchistes devaient se joindre. C'était le souhait de la France et aussi le sien.

Sir Charles répliqua qu'il ne croyait pas que le pouvoir du nouvel empereur irait plus loin que la portée des fusils de ses défenseurs. Napoléon certifia avoir la plus grande confiance dans les talents de l'archiduc. La pensée de soutenir le nouveau monarque par des troupes françaises lui est étrangère. D'ailleurs un tel soutien serait sans valeur et un monarque ne peut trouver de garanties pour son trône que dans la volonté du peuple et dans sa prospérité. C'est aussi l'opinion de l'archiduc, qui ne demandera jamais une occupation définitive. Sir Charles répliqua que la réponse de l'archiduc à la députation mexicaine avait dit exactement le contraire. Il y avait même été question de garanties, ce qui ne pouvait concerner que la France, étant donné que l'Angleterre n'en donnera

une autre lettre de Herzfeld au baron De Pont du 12 décembre 1863. Vienne, Archives de l'État.

jamais. Après avoir réfléchi longuement, Napoléon répondit : « L'archiduc connaît très bien les dispositions de la France à ce sujet. Il sait que son avènement au trône marque la fin de la tâche française et qu'ensuite commence la tâche du souverain. On peut être l'allié du nouvel empire sans pour cela garantir son existence. La tâche principale de l'archiduc sera l'apaisement des esprits et la création, par sa propre force, d'un empire puissant, allié de la France. La tâche de Napoléon, à présent, est de dégager sa responsabilité, déjà assez difficile à supporter en face de l'opinion publique de toute la France. L'amitié de l'Angleterre ne fera sûrement pas défaut au nouvel empereur, dès qu'elle verra la situation réglée et les droits protégés. »

Sir Charles Wyke répondit qu'on ne pouvait croire en Angleterre que l'archiduc se lancerait dans une entreprise qui n'offrirait aucun espoir de réussite, et s'il l'entreprenait, il ne la mènerait pas à bien. Il ne pouvait conseiller qu'une chose, c'était de dissoudre la régence et de réunir un congrès d'après les lois fondamentales du pays pour pouvoir constater la volonté du peuple librement exprimée et pour savoir si le pays désirait, oui ou non, la monarchie. « Ceci, dit Napoléon, serait avouer une faute et en France il ne m'est pas permis d'en commettre ! » L'empereur poursuivit qu'il allait mener à bout l'affaire d'après un programme et, dans le cas où l'archiduc ferait des conditions inacceptables, il tournerait ses regards vers l'Espagne. L'Espagne avait encore des racines très puissantes dans le pays, les Indiens lui étaient très dévoués et une solution dans le sens monarchiste serait assurée. Le cas échéant, cette puissance pourrait aussi disposer des troupes nécessaires pour maintenir l'ordre. Le ministre des Finances, Fould, avait émis l'avis « qu'il fallait mettre l'archiduc au pied du mur. » C'était chose faite. Il avait aussi fait comprendre cela à l'impératrice, dont le parti du palais était malheureusement la cause de tout le mal de la situation actuelle. La pression qui serait exercée sur l'archiduc viendrait d'un côté décisif. Il fallait l'amener à une décision dans un sens ou dans un autre.

Au cours de l'entretien avec l'Anglais, Napoléon exprima encore ses hésitations graves au sujet de la situation des Américains sur le Rio Grande. « Je me trouverais, s'il arrivait des

renforts du Texas au Mexique, tout à coup en guerre avec les Américains, une guerre qui serait désastreuse pour les intérêts de la France et sans but possible. Malheureusement, on ne veut pas croire en Europe que je ne désire que la paix. Mon discours à l'Assemblée législative en fera preuve. Dites bien à Palmerston et à lord Russel que je veux la paix, rien que la paix. »

Après l'audience, sir Charles dit à Herzfeld que le gouvernement croyait remplir un devoir en empêchant l'archiduc de donner dans un piège sans l'avoir averti, et qu'il avait pour cette raison déjà plusieurs fois fait remarquer à l'empereur François-Joseph et à l'archiduc lui-même les dangers qui le menaçaient. Mais avec cela sa tâche était accomplie. Ce ne serait pas son affaire d'entretenir une entreprise utopique qui, basée sur des fondements malsains, ne pourrait qu'amener de nouvelles convulsions, mais jamais la paix ni la protection des intérêts anglais.

Ceci était clair et dit énergiquement selon la meilleure tradition anglaise. L'archiduc Ferdinand-Maximilien aurait pu, d'après ces rapports qu'on lui avait immédiatement communiqués, juger clairement, soit de la pensée réelle de Napoléon, soit de l'attitude de l'Angleterre. Mais il croyait que Wyke était prévenu et voyait tout sous un autre jour. La remarque de Napoléon à propos du candidat espagnol l'avait touché au vif. Il voyait déjà un concurrent qui voulait lui enlever sa couronne. Et ce qui aurait pour lui dû être un avertissement et le retenir, ne fit que l'affermir dans ses désirs et ses résolutions. Tous les avis de l'Angleterre trouvèrent en l'archiduc un sol ingrat. On ne tint compte que d'un seul conseil de sir Charles, celui de ne pas s'appuyer sur le parti ultra-conservateur, mais d'attirer le parti modéré. C'est ce qui ressort aussi d'une lettre de l'archiduchesse Charlotte à l'impératrice Eugénie (1), dans laquelle elle se dit guidée par les idées libérales.

L'impératrice répondit longuement (2), regrettant que, vu la distance si énorme du Mexique, il fallait donner à celui qui

(1) Archiduchesse Charlotte à l'impératrice Eugénie. Miramar, 30 novembre 1863, brouillon. Vienne, Archives de l'État.

(2) Impératrice Eugénie à l'archiduchesse Charlotte. Compiègne, 9 décembre 1863, original. Vienne, Archives de l'État.

y commandait une certaine liberté d'action, mais elle espérait que l'esprit sage et énergique de Bazaine simplifierait la tâche. « Malheureusement, écrivait-elle, on peut dire qu'il n'y a dans ce pays que des hommes de parti, brûlant de satisfaire leur haine et leur rancune. Ils ont banni de leur vocabulaire le mot « rapprochement » et sont incapables de sacrifier le passé à l'intérêt de leur patrie. Nous espérons néanmoins que les prochaines nouvelles seront telles qu'elles permettront à Vos Altesses Impériales d'accélérer leur départ. Car seule une main énergique et forte pourra mener à bonne fin l'œuvre de régénération de ce pays. »

En effet, il fallait espérer de meilleures nouvelles, car celles qu'on avait reçues à Paris, jusqu'à présent, de Bazaine, surtout à propos de l'attitude tranchante de l'évêque Labastida, n'étaient pas faites pour réjouir le couple impérial et donner raison à ces émigrants mexicains qui, comme Gutierrez et Hidalgo, avaient recommandé de faire entrer l'évêque dans la régence. Bazaine avait notamment rapporté (1), plein d'indignation, que Labastida lui avait dit sur un ton très excité : « Si on a fait bon accueil aux Français au Mexique, on ne le doit qu'au clergé et si la France veut soumettre le pays elle doit envoyer encore vingt-cinq mille hommes, car... Ici l'évêque se tut et fit un geste significatif qui voulait dire : « Ne comptez plus sur nous ! »

Là-dessus on avait fait venir Hidalgo à Compiègne. Il déjeuna dans les appartements de l'impératrice. Napoléon y assistait aussi. Très mécontent, il lut à Hidalgo la lettre de Bazaine. Au dîner qui suivit, et auquel assistèrent quatre-vingts personnes, l'impératrice le fit asseoir à sa gauche, pour lui parler de la chose. De son aveu, il dut entendre de dures vérités. Il se sentait comme collé au pilori, mais il fut du moins assez raisonnable pour avouer que l'impératrice avait raison (2).

Un des hôtes, qui savait à l'avance ce qu'Hidalgo devait entendre, lui dit : « Sapristi, je vous admire, vous n'avez pas bronché. — Mais j'ai un enfer en moi », répondit Hidalgo.

L'impératrice lui ordonna de dire à Labastida, sur les idées

(1) Hidalgo à De Pont, 3 décembre 1863. Vienne, Archives de l'État.

(2) *Ibid.*

de tolérance duquel elle avait compté, quelle impression son attitude faisait à Paris. Gutierrez, auprès duquel l'évêque avait cherché à défendre son attitude dans une longue lettre (1), était tout à fait du côté de Labastida. Hidalgo profita de cette occasion pour faire une nouvelle sortie contre son ancien maître, en écrivant à De Pont que tout le monde disait que les opinions de Gutierrez dataient du dix-septième siècle.

En général, à Paris, on ne regardait l'incident Labastida que comme un simple épisode. Bazaine avait fait espérer qu'il allait commencer la campagne à l'intérieur du pays et on comptait sur un succès. En réalité on ne pouvait se fier qu'à l'intervention militaire, car au Mexique il fallait tout obtenir par la force des armes. L'armée de Bazaine comptait quarante mille soldats français, auquel il faut encore ajouter treize mille hommes de troupes auxiliaires mexicaines. Juarez pouvait disposer de vingt mille hommes. Il était naturellement impossible à Bazaine d'occuper, même en partie, tout le vaste territoire mexicain. Il était obligé de se limiter aux parties du pays les plus proches de Mexico et les plus peuplées. Il résolut d'étendre d'abord son champ d'action vers le nord-ouest, afin d'assurer les flancs et de pouvoir soumettre les provinces les plus peuplées au nord de la province de Mexico. Juarez, contraint de nouveau à fuir, dut fixer sa résidence loin au nord, à Saltillo. Mais cet Indien tenace, énergique et dur, était loin de vouloir renoncer à la lutte. Il ne désarmerait pas, même si on le chassait de village en village, jusqu'à la frontière de l'Union. Soutenu en secret par les États-Unis, et sachant que de vastes districts du pays, qui auraient été sans cela pour un autre président, voyaient maintenant en lui le défenseur de la liberté vis-à-vis de l'invasion étrangère, Juarez attendait avec tranquillité le jour où les étrangers succomberaient à la tâche énorme qu'ils avaient entreprise.

Mais pour le moment les choses allaient très mal pour lui. Dans une campagne qui ne dura pas plus de dix semaines, le parti de Juarez subit des défaites considérables et Bazaine triompha.

A la suite de ces combats heureux, beaucoup de personnes

(1) Labastida à Gutierrez, 23 décembre 1863. Vienne, Archives de l'État. Lettre envoyée à l'archiduc Ferdinand-Maximilien.

dans les contrées conquises se déclarèrent pour la monarchie. Ce furent naturellement les représentants du parti conservateur qui se soulevèrent même dans les endroits où ils n'avaient qu'une faible minorité pour procurer aux Français en peu de temps les manifestations désirées. Mais les invitations du côté de l'armée ne faisaient pas non plus défaut, invitations qui ressemblaient désespérément à des ordres.

De cette manière, on recueillit un grand nombre de pétitions, couvertes d'innombrables signatures. Un homme trompé sur la véritable situation au Mexique pouvait en effet croire qu'il y aurait du moins un parti considérable qui se tiendrait auprès du monarque, dès que celui-ci apparaîtrait au Mexique.

La campagne menée par Bazaine semblait très brillante. Mais en réalité elle n'avait pas l'importance qu'on était porté à lui donner à première vue. On ne pouvait pas disperser les faibles troupes françaises dans les nombreuses garnisons et dès que Bazaine évacuait un endroit, il était immédiatement réoccupé par les partisans de Juarez. Ceux-ci sortaient du sol comme des champignons, dès que les Français s'étaient éloignés.

En outre on ne pouvait jamais parler d'une véritable défaite des Juaristes (1). Car battus à un endroit, ils semblaient fuir dans toutes les directions, mais en réalité pour se réunir, dès que les circonstances le permettaient. Ainsi c'était une guerre sans fin, une campagne éternelle, qui devait finalement épuiser les troupes les plus braves. Mais cette situation fut soigneusement cachée à l'archiduc par les Mexicains.

Le comte Rechberg, qui se sentait responsable pour la démarche de l'archiduc, voyait parfaitement clair en ce qui concernait, soit Napoléon, soit les Mexicains à Paris, qui avaient machiné le tout. Jugeant très bien la vraie situation, il ne manqua pas de dire à l'archiduc toute sa pensée (2).

« Les conditions apparaissent irréalisables, écrivit-il, et malgré cela on presse l'archiduc de prendre une décision. »

Napoléon le faisait pour sortir de l'embarras dans lequel l'avait plongé sa politique extérieure et pour se donner du

(1) Appelés aussi dissidents.

(2) Rechberg à l'archiduc Ferdinand-Maximilien, 7 décembre 1863. Vienne, Archives de l'État.

moins la satisfaction d'avoir résolu le problème mexicain d'une manière flatteuse pour l'amour-propre national des Français. Les monarchistes pressaient l'archiduc avec impatience parce qu'ils voyaient dans la présence seule du prince une petite espérance de réussite. Les documents écrits prouvaient que, dans la situation présente, on ne pouvait parler d'une libre manifestation de la population (1). Le gouvernement anglais ne prendrait en outre jamais, et en aucun cas, des engagements pour l'avenir. Les conditions fondamentales, stipulées dès le début, n'étaient donc point remplies. L'archiduc avait par conséquent la main complètement libre vis-à-vis de Napoléon et celui-ci ne pourrait pas se plaindre d'un manque de loyauté. Il est à craindre que l'archiduc soit en dépendance de la France, car l'Espagne non plus ne prêterait point main-forte. L'Amérique du Nord était tout à fait contre le projet, et partant la situation extérieure peu encourageante. Seule la force intérieure pouvait être une garantie contre l'étranger. Mais la situation intérieure au Mexique offrait également un aspect peu réjouissant. Dans un pays si démoralisé et si travaillé par les éternelles guerres civiles il serait difficile de trouver des éléments auxquels on pourrait se fier et à l'aide desquels il serait possible de mener le combat sans un renfort important de troupes européennes. Et même si ces forces étaient à sa disposition, l'archiduc, arrivant au Mexique, serait regardé comme un conquérant et non comme le monarque élu par le pays, comme on l'aurait pensé d'abord.

« Votre Altesse Impériale, concluait ce ministre sincère et sage, m'accusera peut-être de voir tout en noir et de ne pas être pour l'acceptation de la couronne à cause de la situation actuellement changée. Mais je me sens obligé de dire mon opinion personnelle avec cette franchise que je crois devoir à un membre de l'illustre maison impériale. »

L'archiduc Ferdinand-Maximilien hésita un instant. D'un côté, il voyait que Rechberg avait raison, lui qui se montrait toujours préoccupé d'une façon désintéressée et impartiale de tout ce qui était à l'avantage du frère de son empereur. Mais, d'un autre côté, il ne voulait, à aucun prix, refuser la

(1) L'archiduc, en marge de cette remarque, avait mis un point d'interrogation.

couronne du Mexique. Il était même résolu d'abandonner, le cas échéant, les conditions stipulées au début. D'autant plus que de bonnes nouvelles de la campagne de Bazaine lui étaient parvenues et que le ministre des Affaires étrangères à Paris avait envoyé un employé de son ministère du nom de Dobranz, à Miramar, pour insister sur l'acceptation et sur le départ de l'archiduc.

Mais il avait honte d'avouer ses désirs secrets à Rechberg et commença sa réponse (1) par cette phrase : « Je maintiens inébranlablement la base du libre vote du pays comme je continue, par ailleurs, de faire dépendre mon acceptation des garanties qui sont indispensables pour la stabilité de l'empire à fonder. » Mais malgré cette introduction, la lettre prouvait par la suite qu'il renonçait déjà à ces conditions fondamentales. Pour confirmer la décision du pays en faveur de la monarchie, il se servit des constatations de Bourdillon ! L'Angleterre, il est vrai, ne donnerait point de garantie.

« En face de cette situation, écrivait l'archiduc, il faut se poser la question si c'était en réalité une telle garantie qu'on envisageait, lorsqu'on fit de l'appui efficace de l'Angleterre une condition de mon acceptation ; ou bien si les concessions signalées tout à l'heure et que le nouvel Empire serait encore capable d'élargir jusqu'à une alliance plus intime avec l'Angleterre, par une politique sage et par des avantages commerciaux à concéder, ne pourraient pas être acceptées pour le moment comme suffisantes. Il va sans dire que la manifestation de l'Assemblée des Notables de Mexico devrait être confirmée par la volonté incontestable de la grande majorité de la population. De même, la stabilité du nouveau trône devrait être garantie par les moyens financiers nécessaires, par une force armée suffisante et appartenant au monarque même, ainsi que par le soutien moral et matériel de la France. » — « Quant à moi, continuait l'archiduc, je serais prêt, sous de telles conditions, à consacrer mes forces à l'œuvre difficile de la fondation d'une monarchie au delà de l'Océan... Il ne me semble ni sage de se poser des buts inaccessibles, ni honnête de laisser l'empereur Napoléon croire encore à une acceptation sous des condi-

(1) Archiduc Ferdinand-Maximilien au comte Rechberg, 16 décembre 1863, brouillon. Vienne, Archives de l'État.

tions chimériques. Je ne veux pas qu'on puisse douter seulement un instant de la pureté de mes intentions. J'ai joué *fair play* vis-à-vis de tous dans cette affaire, dès le début. En voulant maintenir le programme primitif intact, parce que l'une ou l'autre des conditions stipulées au début est irréalisable, mon attitude, à partir de ce moment, apparaîtrait, avec raison, sous une toute autre lumière. De même Votre Excellence comprendra comme moi qu'un pareil jeu ne serait pas sans danger vis-à-vis de la méfiance de la cour française, si facile à éveiller. »

On devait attendre la décision de l'empereur François-Joseph et alors seulement l'archiduc écrivait à l'empereur Napoléon. Le même jour encore l'archiduc Ferdinand-Maximilien communiqua à son beau-père, le roi Léopold, la lettre à Rechberg. « J'avais, écrivait-il, pour but de préciser la manière dont il faut envisager dorénavant, d'après mon avis, les conditions de la coopération de la France et de l'Angleterre, stipulées jusqu'à présent d'une façon toute générale (1). Il avait été très prudent, au début, de formuler cette condition d'une manière générale. Maintenant qu'elle ne se réalisait pas on pouvait préciser comment on devait la comprendre. » Et pourtant Ferdinand-Maximilien voyait très clair dans la situation ou du moins nous pouvons le croire, parce qu'il écrivit à la suite à son beau-père : « On me pousse de deux côtés à me décider rapidement d'accepter définitivement la couronne et de partir pour le Mexique : Drouyn de Lhuys, pour lequel ce serait naturellement un succès, si je l'aidais par ma venue immédiate au pouvoir impérial, à sortir d'un grand embarras, et les Mexicains monarchistes et cléricaux, qui espèrent par ma présence dans le pays recevoir un appui contre le parti libéral. D'autre part, on ne peut plus douter que les efforts pour obtenir encore aujourd'hui une des garanties demandées au début, à savoir celle de l'Angleterre, ne soient inutiles. »

Malgré cela, l'archiduc ne tenait aucun compte de ce qu'il avait reconnu. Il désirait la couronne et rêvait toujours la réalisation des vœux de son cœur.

Une semaine après avoir reçu la lettre de l'archiduc, Rech-

(1) Archiduc Ferdinand-Maximilien au roi Léopold. Miramar, 16 décembre 1863, original et brouillon. Vienne, Archives de l'État.

berg télégraphia, sur l'ordre de l'empereur François-Joseph, l'attitude que celui-ci adoptait vis-à-vis de ces déductions (1). D'après cela, l'empereur avait compris la condition des garanties de telle sorte que la garantie matérielle et morale de la France et de l'Angleterre devait préserver Ferdinand-Maximilien de tomber en dépendance absolue d'une de ces puissances. Une renonciation à ces garanties aurait pour suite une trop grande dépendance de la France, ce qui ne serait pas à souhaiter. L'empereur croyait qu'il fallait avant tout attendre d'avoir des nouvelles sur la marche de l'expédition de Bazaine et sur le résultat des négociations du Corps législatif à Paris, qui pourrait peut-être forcer l'empereur Napoléon à laisser tomber le projet du Mexique. Le roi Léopold avait suivi de Bruxelles, avec le plus vif intérêt, les péripéties de la candidature mexicaine. Au commencement de décembre, il avait donné à sa fille différents conseils, tirés de sa propre expérience, et s'était surtout étendu sur la plainte de Charlotte, que le parti catholique du Mexique était si réactionnaire (2). « Je ne doute pas, écrivit-il, que ce soit ainsi, c'est naturel. Mais c'est un parti qui reste fidèle à celui auquel il s'est donné une fois, ce qui n'est pas le cas chez les voltairiens. Le voltairianisme espagnol et créole est une triste chose. Des gens lui sont attachés, qui n'agissent que dans leurs intérêts personnels. Il faudra inviter le Saint-Siège à envoyer un homme intelligent pour diriger les catholiques dans le sens de leurs intérêts véritables. L'obéissance règne encore dans cette Église et c'est ce qui fait sa force. »

Le roi attachait la plus grande importance au vote du pays, que les Français devaient appuyer par tous les moyens, et mettait en garde contre le danger de regarder les choses de là-bas à l'euro péenne. Le roi Léopold était tout à fait d'accord à propos de la lettre de l'archiduc adressée à Rechberg (3) et répéta que la garantie de l'Angleterre ne serait pas à obtenir. « Elle serait donnée en réalité, disait le roi, si on avait reconnu à

(1) Rechberg à l'archiduc Ferdinand-Maximilien. Vienne, 25 décembre 1863. Télégramme. Vienne, Archives de l'État.

(2) Léopold de Belgique à l'archiduchesse Charlotte. Laeken (?) 7 décembre 1863, original. Vienne, Archives de l'État.

(3) Le même à l'archiduc Ferdinand-Maximilien, Laeken, 21 décembre 1863. Vienne, Archives de l'État.

Londres les États du Sud. D'y avoir manqué était une poltronnerie que les Anglais regretteraient encore. Car c'eût été dans l'intérêt anglais d'avoir dans l'Amérique du Nord deux républiques au lieu d'une très puissante ». A propos du rôle de Napoléon dans la question du Mexique, le roi avait un jugement très juste. « Si tu entreprends la chose, écrivait-il à son beau-fils, tu rends un service énorme à l'empereur, qui ne pourrait pas du tout, sans cela, sortir de cette affaire. Il faut faire à ce sujet un arrangement qui lie les deux partis sur la durée du temps pendant lequel les troupes françaises devront rester au Mexique conformément au traité. On tâchera, après quelque temps, de persuader l'empereur de retirer ses troupes du Mexique. S'il ne peut pas se dire à lui-même qu'il est lié et le dire aussi au public français, ce n'est pas sûr qu'il ne cédera pas. Naturellement, il a surtout en vue sa popularité en France et toutes les autres causes doivent céder le pas à celle-ci. Toutes les illusions à ce sujet seraient néfastes. Mais je crois aussi que s'il se lie par un arrangement à laisser ses troupes là-bas pour un temps déterminé, il le tiendra. Pour ce qui concerne les partis, ils ne valent tous pas grand'chose. Le parti catholique est le seul auquel on puisse se fier. Mais il faut remarquer sans machiavélisme que ce n'est que par toi qu'il aura des chances pour l'avenir. Il doit, bon gré mal gré, t'être dévoué. Il est vrai qu'il serait aussi désirable de gagner les chefs des autres partis. » Le roi connaissait Napoléon, voilà pourquoi il terminait sa lettre par le conseil que l'archiduc, lors des arrangements, devait bien réfléchir qu'une foule de choses pouvaient être obtenues avant l'acceptation et le départ, qui ne pourraient plus l'être plus tard.

Ce conseil était conforme aux faits et fut suivi autant que possible. Dans la question ecclésiastique, l'archiduc éprouvait le besoin de se prononcer d'une façon ou d'une autre vis-à-vis de Labastida. Il lui écrivit une lettre dans laquelle, tout en évitant la question des biens de l'Église par des phrases générales, il lui démontrait combien une opposition du clergé contre l'intervention serait dangereuse et nuisible pour l'Église catholique. Il devait, tout au contraire, faire son possible pour le succès de l'idée monarchiste. On pouvait tirer toutes les conséquences possibles de la conclusion de la lettre : « Quand ce résultat sera atteint et que le souverain élu aura pris dans ses

maines les rênes de l'empire, c'est alors qu'on pourra se vouer aux intérêts temporaires de l'Église et à la solution des questions religieuses de concert avec le Siège apostolique (1). » Ainsi Labastida pouvait croire qu'on ne toucherait pas aux questions ecclésiastiques jusqu'à l'arrivée de l'empereur. Mais comment l'empereur réglerait alors cette question, voilà qui restait incertain.

Les nouvelles de la campagne très heureuse de Bazaine au nord de Mexico achevèrent encore de décider Ferdinand-Maximilien. Voilà pourquoi l'attitude réservée de l'empereur François-Joseph et de Rechberg, ainsi que leurs avertissements, restèrent infructueux. Vu les événements au Mexique, l'archiduc écrivit même à ce dernier qu'il était obligé de se préparer en cas que la majorité du pays se déciderait pour lui (2).

« Est-il possible, écrivait-il, de faire attendre encore les Mexicains par de vagues promesses? Ne devrait-on pas dire déjà aujourd'hui franchement et honnêtement aux Mexicains et à l'empereur Napoléon : l'Angleterre et l'Autriche ne veulent pas! S'il est impossible d'influencer l'Angleterre, qu'on se rende compte de quelles forces on peut disposer pour assurer la position au Mexique d'une façon digne et efficace. »

L'archiduc ne songeait donc nullement à renoncer à sa candidature tout en tenant compte que les conditions fondamentales ne seraient pas remplies.

F. Kint de Roodenbeck était arrivé à Vienne le 28 décembre 1863 et avait tout de suite demandé un entretien avec le comte Rechberg. Kint essaya de présenter les choses sous un jour très favorable. Il disait que le danger le plus réel, l'Union, serait, même si elle était victorieuse, assez occupée à maintenir le Sud sous son empire, et d'autres remarques similaires, déjà souvent servies. Enfin Kint essaya de faire appel aux sentiments monarchistes de Rechberg en disant que les monarchistes d'Europe devaient prendre un intérêt actif à la réorganisation du Mexique car, si la situation actuelle durait encore, la démocratie du Nord s'en mêlerait.

(1) Archiduc Ferdinand-Maximilien à Labastida, 26 décembre 1863, brouillon, Vienne, Archives de l'État.

(2) Archiduc Ferdinand-Maximilien à Rechberg, 26 décembre 1863, Vienne, Archives de l'État.

L'Amérique, insista Kint, pourra alors s'étendre à l'excès et son esprit de conquêtes ne connaîtra plus de bornes. Ceci, dans un avenir plus ou moins lointain, aura une action fatale sur l'Europe et ses institutions.

Mais Rechberg ne se laissa pas convaincre. Il parla de la garantie de l'Angleterre qui avait manqué, et finalement dit que l'archiduc avait lui-même stipulé ces conditions. Maintenant qu'elles sont regardées comme irréalisables, il devait laisser à la sagesse de l'archiduc de prendre une décision à ce sujet (1).

Le lendemain, Kint fut reçu en audience par l'empereur François-Joseph (2). Celui-ci s'enquit si c'était vraiment la majorité du pays qui désirait si ardemment la monarchie. Kint répondit affirmativement. A la question, si Juárez disposait encore d'une force armée considérable, il répondit que non, tentait de dissiper les craintes qu'on nourrissait à l'égard des États-Unis et fit remarquer que l'immigration au Mexique créerait avec le temps une population nouvelle qui constituerait un boulevard contre une menace du Nord envers l'indépendance du reste de l'Amérique. Ensuite Kint décrivit les richesses, les ressources, l'étendue et la fertilité du pays sous les couleurs les plus roses. Le lendemain de l'audience, il eut un nouvel entretien avec Rechberg (3). Le ministre fit de nouveau remarquer tous les mauvais côtés de l'affaire et insista surtout sur le danger que constituaient les États-Unis. Ceux-ci vaincraient le Sud ou bien ils s'entendraient avec lui pour pouvoir se servir de leur armée libre au Mexique. Kint essaya de dissiper toutes les craintes et déclara aussi qu'il ne croyait pas à une nouvelle reconstitution de l'Union.

« Mais, répondit Rechberg, les États-Unis ont déclaré à Paris qu'ils ne souffriraient jamais au Mexique une monarchie. Je reconnais l'intérêt qu'il y a pour l'Europe, mais j'ai un dévouement trop grand et trop profond pour ce prince, le frère de mon empereur, pour ne pas prévoir toutes les difficultés, dans la crainte que Son Altesse Impériale n'échoue dans cette

(1) Kint à l'archiduc Ferdinand-Maximilien, 29 décembre 1863, Vienne, Archives de l'État.

(2) *Ibid.*

(3) Kint à l'archiduc Ferdinand-Maximilien, 30 décembre 1863, Vienne, Archives de l'État.

entreprise si difficile. » Kint répondit que toute entreprise était difficile et partant d'autant plus attirante pour la noble ambition d'un prince qui y avait été vraiment préparé. Mais Rechberg maintint ses doutes. Kint essaya encore de soutenir le point de vue de l'archiduc et de laisser voir le tout comme possible et facile à résoudre. Rechberg se contenta de secouer la tête. Il fit tout son possible pour déconseiller l'archiduc, lui faire parvenir des avertissements et lui faire voir clair dans la situation. Si l'archiduc ne l'écoutait pas, ce n'était pas sa faute. Il ne pouvait le retenir de force et dut se dire enfin que chacun était l'artisan de son propre sort.

Selon les ordres reçus, Kint, de retour à Paris, rapporta à l'empereur que l'archiduc avait déjà fait tous ses préparatifs pour le départ. Dès que les villes de Morelia, de Queretaro, de Guanajuato et de Guadalajara se seraient prononcées, on pourrait considérer comme gagnée la majeure partie de la population. Si l'empereur des Français déclarait alors qu'on obtiendrait les garanties nécessaires, Ferdinand-Maximilien partirait immédiatement. Ces garanties étaient tout naturellement la solution de la question financière, l'appui matériel de la France et la reconnaissance et l'appui moral tacite de l'Angleterre et de l'Espagne. La garantie matérielle demandée au début s'était changée en une garantie morale, d'ailleurs problématique, de ces deux États. On ne pourrait, exigeait en outre l'archiduc, se dispenser de l'appui matériel de la France, que lorsque les troupes françaises seraient remplacées par le même nombre de soldats de la légion étrangère et de troupes européennes. Mais, en tous les cas, il faudrait que six à dix mille Français occupassent pour six ans les villes de Puebla, Orizaba et Cordoba (toutes situées sur la ligne Vera-Cruz Mexico) (1).

Dans sa réponse, Napoléon toucha d'abord à la question de la séquestration des biens de l'Église. L'empereur faisait remarquer que la séquestration, qui remontait déjà à des années, était devenue un fait accompli. Tout changement serait dangereux. Il fallait tâcher d'obtenir la renonciation du pape et du clergé et, à partir de ce moment, les prêtres devraient être payés par l'État. Ce serait très bien si on pouvait résoudre

(1) Archiduc Ferdinand-Maximilien à Napoléon, 26 décembre 1863, brouillon du baron De Pont. Vienne, Archives de l'État.

la question religieuse encore avant le départ de l'archiduc pour Mexico. Mais il serait dangereux de faire une remarque au pape à propos des biens de l'Église. En ce qui concernait les garanties, l'appui matériel de la France ne lui ferait pas défaut. Les troupes françaises ne quitteraient le Mexique que peu à peu et à mesure que les troupes mexicaines et étrangères s'organiseraient. Même lorsque les troupes françaises auraient évacué le Mexique, il laisserait à l'archiduc la légion étrangère, avec un effectif de six mille hommes. Elle pourrait rester au Mexique pendant six à huit ans. L'empereur ajouta que l'archiduc devait croire qu'il avait un intérêt particulier à ne pas laisser son œuvre inachevée. Les troupes françaises ne se retireraient que lorsqu'il n'y aurait plus de danger pour la stabilité du gouvernement. Mais d'un autre côté, l'archiduc Ferdinand-Maximilien devait comprendre qu'il ne pouvait pas promettre de laisser les troupes un temps fixé au Mexique en face de l'opposition, soit de l'opinion publique en France, soit du Corps législatif.

Napoléon promit enfin à Kint d'examiner tous les désirs de l'archiduc avec bienveillance et de les discuter avec ses ministres (1).

Les exigences de Ferdinand-Maximilien, en ce qui concernait l'adhésion de la grande majorité du pays, avaient été restreintes à celle de quelques grandes villes au nord de Mexico. L'archiduc savait que Bazaine prendrait prochainement ces villes et que partant ses exigences semblaient vouloir se réaliser. Almonte montrait naturellement les choses toujours sous le jour le plus favorable (2). La population n'attendait partout que l'arrivée des conservateurs ou plutôt des troupes pour se prononcer en faveur de la monarchie. De huit millions d'hommes qui habitaient le Mexique, six millions se seraient prononcés pour la monarchie lorsque l'archiduc lirait cette lettre. « Plus que jamais, écrivait Almonte, je regarde l'empire comme un fait accompli, en face du mouvement important de l'opinion publique qui se manifeste par-

(1) Mission de Kint auprès de Napoléon, d'après ses rapports à l'archiduc Ferdinand-Maximilien, l'un sans date et l'autre du 3 janvier 1864. Vienne, Archives de l'État.

(2) Almonte à l'archiduc Ferdinand-Maximilien, 27 novembre 1863. Vienne, Archives de l'État.